

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Débat de haut niveau

**Mercredi 4 juillet 2007
16 h 30 -18 h 30**

Salle XVIII

**Notes de séance à l'intention de S.E. M. Victor Borges,
Ministre des affaires étrangères du Cap-Vert**

**Table ronde sur le thème «Mettre un terme au cycle des crises alimentaires:
une révolution verte pour l'Afrique»**

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite chaleureusement la bienvenue à ce dialogue multipartite sur le thème «*Mettre un terme au cycle des crises alimentaires: une révolution verte pour l'Afrique*», qu'organisent conjointement la FAO, le FIDA, le PAM, l'Équipe d'appui du PNUD pour les OMD et la Commission économique pour l'Afrique (CEA). C'est un grand plaisir de voir le Directeur général adjoint de la FAO coprésider cette table ronde à mes côtés. Vous l'entendrez dans quelques instants.

Alors que le monde regorge de denrées alimentaires, l'Afrique subsaharienne demeure confrontée à une insécurité alimentaire chronique et généralisée, ainsi qu'à un accroissement du nombre des crises alimentaires aiguës. Depuis 1998, une vingtaine de situations d'urgence alimentaire se sont produites en Afrique – soit un quasi-triplement par rapport aux années 80. La région compte 16 des 18 pays du monde aux taux de malnutrition les plus élevés. Ces quinze dernières années, le nombre d'Africains

souffrant de faim extrême a augmenté de 45 millions pour atteindre 220 millions, soit plus du tiers de la population de ce continent. Selon les estimations, plus de 45 % des Africains sous alimentés ont moins de 15 ans. La faim chez les enfants est particulièrement inquiétante car elle amoindrit de façon irréversible leur potentiel humain.

L'Afrique est un continent où la lutte contre la pauvreté est fortement tributaire du développement futur du secteur agricole, puisque 60 % des Africains travaillent dans l'agriculture et que les trois cinquièmes des exploitations agricoles sont principalement des exploitations de subsistance. Or l'agriculture de la région est en mauvais état car elle se heurte à une baisse de la productivité – imputable à la piètre fertilité des sols –, au peu d'accès à des semences et plants améliorés, à sa dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale et à la mauvaise gestion de l'eau.

Faire face efficacement au cycle des crises alimentaires en Afrique suppose une transformation majeure du secteur agricole, une transformation du type de la révolution verte qu'a connue l'Asie dans les années 50. Les gouvernements africains ont déjà commencé à prendre certaines dispositions nécessaires en vue d'une révolution verte. Ainsi, en juillet 2003, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ont adopté la Déclaration de Maputo, qui préconise un accroissement des crédits budgétaires affectés à l'agriculture et au développement rural tendant à en amener le montant à au moins 10 % du total des dépenses publiques nationales d'ici à 2008. Cet engagement a été pris dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et les diverses initiatives prises pour mettre en œuvre le Programme

détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) constituent autant d'avancées sur cette voie, auxquelles tant les gouvernements nationaux que les partenaires du développement doivent apporter un soutien vigoureux.

Une assistance financière, de la part des donateurs traditionnels comme de la communauté des philanthropes, est déterminante en appoint à l'objectif fixé par l'Union africaine. À ce propos, je prends note du lancement en 2006 de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, mise en place avec une dotation initiale se montant à 150 millions de dollars des États-Unis, apportée par la Fondation Bill et Melinda Gates et la Fondation Rockefeller, et dont la présidence va être assumée par l'ancien Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Kofi Annan. Je prends également note de la Conférence d'Oslo pour une révolution verte, tenue l'année dernière et qui est à l'origine d'un partenariat entre secteur public et secteur privé visant à accroître la productivité agricole en Afrique. J'espère que de nombreuses autres initiatives seront mises en route – bien entendu de manière coordonnée, et en agissant en étroite collaboration avec les gouvernements africains et dans le cadre de l'Union africaine et du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Les réussites exemplaires enregistrées dans toute l'Afrique – du Malawi au Kenya – sont porteuses d'espoir en ce qu'elles montrent que l'agriculture peut se développer en Afrique subsaharienne. En s'appuyant sur ces réussites, il est permis d'escompter une révolution verte en Afrique dans les dix ans.

Les intervenants conviés à cette table ronde exposeront aujourd'hui, sous l'angle privilégié qui est le leur, un large éventail de questions touchant aux politiques et aux partenariats nécessaires pour permettre à une révolution verte de prendre pied. J'espère que les débats seront animés. J'engage les intervenants à limiter leur exposé initial à cinq minutes. En ce qui concerne les participants prenant la parole depuis les travées, je les appelle à consacrer leurs interventions et leurs questions aux seuls points en rapport avec l'action à entreprendre et à ne pas parler plus de trois minutes.

Nous allons tout d'abord entendre mon distingué coprésident, M. David Harcharik, Directeur général adjoint de la FAO, qui va nous aider à préparer le terrain en faisant la synthèse des notes de fond établies par les différents coorganisateur. Nous entendrons ensuite M. Kanayo Nwanze, Vice-Président du FIDA, qui fera office d'animateur du débat.

Nos distingués intervenants sont:

- **Minister of State, Ethiopia**
- **Minister of State, Sudan**
- **S.E.M. Abdoulie Janneh, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique;**
- **M. Jerome Gefu, membre du Conseil d'administration de Land Net West Africa.**

Notre intervenant principal est le renommé professeur Jeffrey Sachs, Conseiller spécial du Secrétaire général pour les Objectifs du Millénaire pour le développement. Le professeur Sachs réagira aux exposés qui auront été faits. Avant la clôture, M. Daly

Belgasmi, Directeur du Bureau du Programme alimentaire mondial à Genève, récapitulera brièvement les débats.

Vous avez maintenant la parole, M. Harcharik.

(Réunion-débat avec interventions de la salle)

Observations finales

Je vous remercie de cette séance aussi enrichissante qu'intéressante. J'en présenterai les conclusions, assorties de quelques recommandations essentielles, au Président du Conseil économique et social. Je vous remercie tous de votre participation.

La séance est levée.